



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 23 mai 2024

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DE JOUSSELIN

Route de St-Rémy
BP 38 - ST PIERRE MONTLIMART
49110 Montrevault-sur-Èvre

Références : 2024-085_INSP_RAP_SB_CARRIERE DE JOUSSELIN
Code AIOT : 0006300392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement CARRIERE DE JOUSSELIN implanté Jousselin BP 38 - ST PIERRE MONTLIMART 49110 Montrevault-sur-Èvre. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE ainsi que dans le cadre d'une action nationale 2024 ponctuelle relative à la sécheresse (prise en compte de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE JOUSSELIN
- Jousselin BP 38 - ST PIERRE MONTLIMART 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006300392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de roches massives (schistes) dont le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension ont été accordés en 2015. L'emprise totale du site est de près de 18 h pour une production maximale autorisée de 200 000 t/an. Les conditions d'exploitation ont été modifiées en 2019 et l'ensemble des installations fixes de traitement des matériaux démantelé.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 1.6.1 et 1.5.6	Demande d'action corrective	6 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.5	Demande d'action corrective	1 mois
10	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
13	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
15	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
2	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
4	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
5	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
11	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.5.2.2	Sans objet
14	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.1	Sans objet
16	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.3	Sans objet
17	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.3.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La partie nord, d'extension du site (partie haute) n'a pu être visitée faute d'accès praticable. Concernant le volet sécheresse, on note que le prélèvement pratiqué concerne uniquement l'exhaure et qu'aucun usage de l'eau n'est effectué (l'eau est en totalité rejetée dans le cours d'eau traversant le site).

L'activité est très très réduite et l'avancement de l'exploitation est en retard sur le phasage initialement envisagé. L'activité et la présence de personnel sont ponctuelles sur le site. La production 2023 est de 1930 t pour un maximum de 200 000 t autorisées. L'inspection a permis d'identifier certaines dispositions qui nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant qui sont détaillées dans le rapport. Deux aspects en partie déjà signalés font l'objet d'une proposition de mise en demeure (maintien de moyens de lutte incendie conformes sur le site et l'évacuation de déchets, ferrailles et pneus pour l'essentiel).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Champ d'application
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Constats : Il n'y a aucune activité lors de l'inspection et l'activité du site est très réduite (quasi en sommeil). Le pompage d'exhaure de la carrière est maintenu et fait l'objet de suivi malgré l'activité réduite. Un compteur est présent sur le rejet d'exhaure et fait l'objet d'un relevé mensuel (vus). En 2023, 86716 m ³ d'eau d'exhaure ont été pompés en fond de carrière. La totalité de l'eau pompée est rejetée dans le cours d'eau qui traverse le site (pas d'abattage de poussières ni lavage de matériaux). Il n'y a aucune consommation d'eau d'exhaure sur le site. L'exploitant a présenté 2 factures d'eau de 2023 qui montrent l'absence de consommation d'eau du réseau public. L'exploitant a de plus communiqué une évaluation du volume d'eau pluviale capté et dirigé en fond de carrière. La surface de collecte est évaluée à 99460 m ² . Les données météo-France Cholet indiquent 877 mm de précipitations en 2023 (soit 0,877 m/m ²). Le volume d'eau de pluie collecté en fond de fouille en 2023 est ainsi estimé à 87226 m ³ . Concernant la définition du "Prélèvement d'eau total" qui sert à définir l'applicabilité de l'AM du 30/06/2023, la note d'application (version du 05/07/2023) précise que ce volume, ne prend pas en compte "les eaux de pluies récupérées". Si l'on considère que le volume d'eau de pluie collecté en fond de fouille est récupéré et constitue l'exhaure, ce volume peut alors être déduit du volume d'eau d'exhaure pompée ce qui revient dans ce cas à considérer un prélèvement d'eau total annuel nul. Dans cette hypothèse, l'établissement ne serait alors pas soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1 ^{er} , à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats :

Comme indiqué dans les constats du point de contrôle n°3, dans le cas de cette carrière, le volume de référence est nul et aucune réduction prévue par les dispositions susmentionnées ne s'applique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1^{er}.

Constats :

Malgré les constatations indiquées au point de contrôle n°1, dans l'hypothèse où l'AM du 30/06/2023 serait néanmoins considéré comme applicable, comme déjà indiqué, aucun usage de l'eau prélevée en fond de fouille n'est effectué.

La totalité de l'eau pompée est de l'eau d'exhaure.

Pour la définition du "volume de référence" à prendre en compte, la note d'application de l'AM du 30/06/2023 (version du 05/07/2023) précise que le pompage d'exhaure en carrière fait partie des usages nécessitant des volumes d'eau "incompressibles". La note précise "Une réduction de ces volumes n'est pas demandée dans le cadre de cet arrêté".

Dans le cas présent, étant donné que la totalité du prélèvement est constituée par le pompage des eaux d'exhaure, il n'est pas demandé de réduction dans le cadre de l'application de l'AM du 30/06/2023.

Le volume de référence est nul.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.

Constats :

L'exploitant ne considère pas être exempté au titre des dispositions susmentionnées ce qui n'appelle pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire

Prescription contrôlée :

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n°2 (et sous réserve que l'AM du 30/06/2023 soit effectivement applicable), aucune mesure de réduction ne s'applique aux installations.

Dès lors, il n'y a pas lieu de mettre en œuvre le rapportage des volumes d'eau prélevés et consommés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte renforcée ou de crise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes

Prescription contrôlée :

Sans objet en l'absence de disposition de restrictions locales en lieux et place des restrictions prévues par l'AM du 30/06/2023.

Constats :

Sans objet en l'absence de disposition de restrictions locales en lieux et place des restrictions prévues par l'AM du 30/06/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 1.6.1 et 1.5.6

Thème(s) : Autre, Avancement de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 1.5.6 Révision du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, .../... de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.6.1 Porter à connaissance

Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.

Constats :

L'activité sur le site est extrêmement réduite depuis plusieurs années par rapport à ce qui était initialement projeté. Il n'y a plus de personnel sur le site, sauf lors des campagnes ponctuelles d'activité ou pour les suivis. Il n'y a eu que 1930 t de matériaux sortis du site en 2023 et aucun tir de mines (118 673 t en 2020 ; 0 en 2021 et 52 299 t en 2022). Par mémoire, la production moyenne envisagée initialement était de 185 000 t/an pour une production maximale de 200 000 t/an. L'exploitant indique suivre la demande.

De fait, l'avancement de l'exploitation, est en retard et le phasage prescrit n'est plus d'actualité, d'autant qu'en 2019 les conditions d'exploitation avaient évoluées (cf. APC du 25/04/2019).

L'exploitation est dans sa 9^{ième} année mais ce qui correspondait à peu près à la première phase quinquennale n'a pas encore été réalisé complètement.

Les garanties financières en cours de validité jusqu'en 2025 ne correspondent plus exactement à la situation réelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet dans les conditions prévues par l'article R.181-46 du Code de l'environnement les évolutions prévisibles d'ici l'échéance de l'autorisation d'exploiter. Le phasage prévisionnel d'exploitation doit en particulier être actualisé ainsi que les éventuelles autres évolutions (par exemple, l'absence d'arrosage automatique suite à l'évolution de l'exploitation,...).
Les calculs et montants des garanties financières doivent être actualisés en conséquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : .../... Les engins et installations présents sur le site sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Un extincteur à poudre de capacité adaptée au risque à défendre est présent à proximité de la cuve de carburant. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours. En dehors des heures d'ouverture un accès est réservé aux services de secours avec un débouché sur la voie communale dite de « Jousselin ». Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombres suffisants et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. .../...
Constats : Il n'y avait aucun engin sur le site. Il n'y a pas d'installations fixes de traitement des matériaux sur le site. Le bâtiment de la bascule et du personnel et l'atelier (vide) ainsi que la cuve de carburants sont néanmoins présents. Les seuls extincteurs du site vus sont regroupés dans l'atelier (près de la cuve de carburant) mais ils ne sont pas conformes puisqu'ils n'ont pas fait l'objet de vérification depuis 2021. Le site est accessible aux engins de secours. Les moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas judicieusement répartis dans l'établissement ? Ni situés aux emplacements signalés. L'exploitant a souligné que les engins qui interviennent sur le site sont équipés d'extincteurs conformes contrôlés et qu'il n'y a pas de personnel en permanence sur le site. Selon l'exploitant, la cuve de carburant est vide, ce point n'a pu être formellement vérifié lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place des moyens de lutte contre l'incendie adaptés, conformes et répartis dans l'établissement (à minima dans les locaux). L'exploitant doit disposer d'un plan à jour où leur emplacement est reporté.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. .../...
Constats : Le dernier rapport de contrôle des installations électriques (APAVE du 12/03/2024) fait apparaître quatre observations récurrentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit traiter les observations récurrentes identifiées dans le rapport de contrôle des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Élimination des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et produits polluants résultant du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.
Constats : L'atelier est vide et les installations fixes de traitement des matériaux ont été démantelées, aucune benne de déchets n'a été vue sur le site. Quelques déchets (vestiges) sont néanmoins toujours entreposés sur le site. Une dizaine de pneus sur la plateforme au nord-est de l'atelier. A l'est, le long du cours du ruisseau, 2 demi-cuves et un petit bungalow (abris) sont présents. Près de la cuvette de rétention de la cuve de carburant, il y a un fût de ferraille et quelques déchets de bois (palettes, caisse). Sur la plateforme ouest, quelques déchets de ferraille et un élément d'installations démantelées sont présents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les déchets observés doivent être évacués vers des installations autorisées à les recevoir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.5.2.2
Thème(s) : Autre, Remblayage de la carrière
Prescription contrôlée : Le remblaiement est effectué avec des matériaux du site et des apports extérieurs conformes aux dispositions de l'article 2.5.2.1. Les apports extérieurs proviennent essentiellement de chantiers de travaux publics, préférentiellement du département de Maine-et-Loire et le cas échéant de départements limitrophes. La capacité maximale d'accueil de matériaux n'excède pas 50 000 t/an, sauf accord préalable de l'administration. Le transport des apports extérieurs est effectué autant que possible en double fret. Les matériaux seront déversés depuis le 1 ^{er} front d'exploitation hors d'eau (cote + 55 m NGF). Il porte sur une partie de la surface des secteurs excavés des parcelles n° 527, 528, 532, 533, 536, 576 et 577, de la section B du plan cadastral de la commune de Saint-Pierre-Montlimart. .../...
Constats : Compte tenu du retard d'exploitation, le remblayage du site, en particulier avec des apports externes n'a pas encore débuté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Écoulement du ruisseau du Ville-Tirard
Prescription contrôlée : .../... Le ruisseau de « Ville-Tirard » est entretenu et son écoulement maintenu. .../...
Constats : La présence d'une végétation importante au niveau du cours du Ville-Tirard dans sa traversée du site a été constatée. Elle pourrait à terme être de nature à perturber l'écoulement du cours d'eau (chute de branches, d'arbres,...). L'écoulement du ruisseau présente, à proximité de la cascade, quelques fuites minimales au niveau de son endiguement. L'eau fuyarde rejoint le fond de fouille.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'entretien de l'endiguement du ruisseau doit être fait pour éviter l'aggravation des fuites d'eau vers le fond de fouille. La programmation d'un entretien de la végétation apparaît également à prévoir, lors d'une période propice pour le respect de la biodiversité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.../...</p> <p>IV - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.</p> <p>Les cuvettes de rétention doivent être conçues pour résister à l'action physique (poussée,...) et chimique (corrosion,...) des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles doivent présenter une stabilité au feu de degré 4 heures. Elles doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur même via un déshuileur ou séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés. L'environnement des cuvettes de rétention ne doit pas être susceptible de faciliter la propagation d'un incendie depuis ou vers celles-ci.</p> <p>Le stockage de carburant a une capacité n'excédant pas 40 m³.</p> <p>.../...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fond de la cuvette de rétention de la cuve de 40 m³ de carburant est relativement propre (léger dépôt de boues par endroits). Un peu d'herbe pousse dans la rétention qui n'est donc pas complètement désherbée.</p> <p>Des végétaux (ronces, lierres, arbres,...) poussent en limite immédiate de la rétention, voire au-dessus (branches). La présence de cette végétation est susceptible de faciliter la propagation d'un incendie depuis ou vers la rétention.</p> <p>Le dimensionnement de la rétention est adapté et il n'a pas été observé d'anomalie (telles que des fissures, trous,...) dans la rétention. Toutefois malgré la période très pluvieuse, l'inspection a permis de constater l'absence d'eau dans la rétention.</p> <p>Il n'y a pas eu de pompage ou vidange de la rétention selon l'exploitant. De fait, l'absence d'eau dans une rétention étanche n'est pas logique. Ceci est d'autant plus vrai que la gouttière du bâtiment jouxtant la rétention est partiellement HS et que les eaux de toiture rejoignent en partie la rétention. Ces observations mettent donc le doute sur l'étanchéité de la rétention.</p> <p>L'exploitant a précisé que le stockage de carburant n'était plus utilisé et que la cuve de 40 m³ présente dans la rétention est vide.</p> <p>Cette affirmation n'a pas pu être vérifiée lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité la rétention, ses abords et justifier de son étanchéité. Le cas échéant, l'exploitant doit justifier que cette rétention n'est et ne sera pas utilisée, en justifiant que la cuve qui s'y trouve est vide et en engageant son démantèlement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets canalisés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une analyse semestrielle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.1 au niveau des eaux rejetées dans le milieu naturel au niveau du rejet : des eaux d'exhaure dans le ruisseau du Ville-Tirard.</p> <p>Le débit de rejet vers le ruisseau de « Ville-Tirard » est également mesuré.</p> <p>L'exploitant s'assure de plus à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-débourbeur est inférieure à 5 mg/l avant nettoyage de l'équipement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une analyse semestrielle sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.1 au niveau des eaux d'exhaure rejetées dans le ruisseau du Ville-Tirard (les résultats des analyses faites par Eurofins en Avril et novembre 2023 présentés dans le rapport annuel de suivi de 2023 fait par Géoscop). L'ensemble des résultats est conforme. La différence de couleur amont/aval ne présente pas d'anomalie (<100 mg Pt/l) et de plus, la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-débourbeur est inférieure à 5 mg/l (20/04/2023).</p> <p>Le débit de rejet vers le ruisseau de « Ville-Tirard » est en moyenne annuel de 11 m³/h (au plus 23 m³/h sur décembre).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines et plans d'eau voisins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.../...</p> <p>Préalablement au premier apport de remblais, l'exploitant renouvelle l'analyse initiale prescrite précédemment, à la fin de la première phase quinquennale d'exploitation.</p> <p>L'exploitant réalise ensuite une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.2 au niveau des eaux présentes dans les ouvrages cités à l'article 3.2.6.1 ainsi que dans le bassin de collecte des eaux présent en fond d'excavation.</p> <p>L'exploitant effectue également une mesure trimestrielle du niveau d'eau dans les ouvrages cités à l'article 3.2.6.1 ainsi que dans les plans d'eau voisins de l'extension (au Nord et à l'Est).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore renouvelé l'analyse initiale prescrite (prévue à la fin de la première phase quinquennale d'exploitation et avant les premiers apports). Toutefois, comme déjà indiqué, l'avancement de l'exploitation est en retard et il n'y a pas encore eu d'apports de remblais externes sur le site alors que ces apports étaient prévus à partir de la seconde phase d'exploitation.</p> <p>Pour la même raison, en l'absence d'apports externes, le suivi annuel prévu n'a pas débuté.</p> <p>L'exploitant effectue bien une mesure trimestrielle du niveau d'eau dans les 3 puits cités à l'article 3.2.6.1 ainsi que dans 2 puits supplémentaires (au Houssay et à La Poindasserie). Aucun résultat de suivi du niveau d'eau des plans d'eau voisins de l'extension (au Nord et à l'Est) ne figure dans les rapports de suivis communiqués.</p>

Pour mémoire, les plans d'eau prévus sont relativement proches des puits suivis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Préalablement au premier apport de remblais, l'exploitant doit renouveler l'analyse initiale prescrite.

L'exploitant doit, sous réserve de l'accord des propriétaires, effectuer une mesure trimestrielle du niveau d'eau dans les plans d'eau voisins de l'extension (au Nord et à l'Est).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux du Ville-Tirard et de l'Èvre

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une **analyse annuelle** portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.1 (dont la modification de couleur) au niveau des eaux :

du ruisseau du Ville-Tirard, à l'amont du point de rejet de la carrière ;

de l'Èvre, à l'amont et à l'aval du point de rejet du ruisseau du Ville-Tirard.

Constats :

L'exploitant réalise une analyse annuelle sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.1 (dont la couleur) au niveau des eaux du ruisseau du Ville-Tirard, à l'amont du point de rejet de la carrière et de l'Èvre, à l'amont et à l'aval du point de rejet du ruisseau du Ville-Tirard.

Pour chacun des paramètres, les résultats mesurés (Cf. analyses Eurofins d'avril 2023 figurant dans le rapport de suivi annuel) sont inférieurs aux valeurs citées par l'autorisation d'exploiter et comme précisé au point de contrôle n°14, la modification de couleur des eaux ne présente pas difficulté entre amont et aval (inférieure à 100 mg Pt/l).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014. En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/ m²/ jour.

L'objectif à ne pas dépasser est de 500 mg/ m²/ jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type **(b)** du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 3.3.3.5 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations

classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Bien que l'activité du site soit très réduite, l'exploitant réalise un suivi semestriel des retombées atmosphériques totales par jauges. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'une campagne de mesures est en cours (jauge de mesures C1 en place).

L'ensemble des résultats des mesures des retombées atmosphériques totales est inférieur à l'objectif à ne pas dépasser est de 500 mg/ m²/ jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type **(b)** du plan de surveillance (au maximum 93 mg/ m²/ jour sachant que la station témoin est de l'ordre de 50 mg/ m²/ jour).

Type de suites proposées : Sans suite